

Une VOIX : M. Rosebery.

M. BERGERON : Oul, M. Rosebery, et il a cité aussi des discours de M. Chamberlain, il y a à Ottawa un fort bon journal, le *Free Press* qui, lui non plus, je vous l'assure, ne parle pas d'une manière bien encourageante à ce sujet. Voici ce qu'il dit des critiques faites par les députés de la gauche et par les journaux conservateurs du pays :

Que le premier ministre demande ou non la mise en vigueur d'un pareil tarif, cela importe peu.

Que le premier ministre demande ou non la réciprocité, cela importe peu.

Qu'il l'ait demandé ou non, il s'est rendu coupable d'une grave indiscretion car, lors de sa visite en Angleterre à l'occasion du jubilé de la reine, il n'ignorait pas que le sens commercial du peuple anglais n'admettrait jamais l'application d'une pareille politique.

Puis l'article dont je viens de citer un extrait continue à parler de lord Rosebery. Je voudrais bien savoir si, lors de sa visite en Angleterre, le très honorable ministre (sir Wilfrid Laurier) entendait faire tout simplement un présent aux marchands et aux fabricants de ce pays en ne demandant rien en échange pour le Canada ? Dans l'affirmative, il a trahi les intérêts du peuple canadien. Il a oublié ses discours de London et de Québec, il a trompé les habitants de ces deux villes, et, en général, tous les électeurs qui ont vu ce qu'il avait dit. Je vais plus loin, je veux savoir où va nous mener cette politique. On dit qu'elle doit aboutir au libre-échange. Si c'est là le but que se proposent le très honorable ministre et ses collègues—et il n'y a pas de division dans le ministère—pourquoi n'ont-ils pas le courage de nous gratifier tout de suite du libre-échange ? Pourquoi tous ces faux-fuyants et qu'en espèrent-ils donc ? A mon avis lorsque se sera ralenti le développement auquel nous assistons, les fabricants du Canada ne seront pas en état de supporter la concurrence de ceux d'Angleterre, au moins par rapport à certains genres d'industries. S'ils se voient obligés de fermer leurs portes ou de réduire les gages il s'ensuivra une importation considérable de marchandises tant anglaises qu'américaines dont le marché du Canada se trouvera encombré comme il est arrivé en 1878 lorsque le parti libéral a été chassé du pouvoir ; et ainsi nous assisterons à la ruine de nos industries. Les membres de la droite voudraient faire croire au peuple qu'ils sont Anglais jusqu'aux moelles, ils veulent simplement favoriser de leur politique tout ce qui est américain, dans l'espérance que le peuple ne s'en apercevra pas. La jolie petite histoire de mon honorable ami de Brant-sud, au sujet de l'habit fait aux Etats-Unis ou en Angleterre n'a pas suffi à établir ce qu'il voulait, comme le fera voir mon honorable ami d'Halton (M. Henderson) qui a une réponse toute prête. Voici un homme expé-

menté dans le commerce, il expliquera beaucoup plus clairement que je ne le saurais faire, combien toute cette histoire, en définitive, tourne au seul profit du fabricant américain.

En s'adressant au parti conservateur, cette après-midi, certains députés de la droite se sont écriés : "Osez-vous bien prétendre que si vous arrivez au pouvoir, vous mettrez à néant ce tarif différentiel de 33½ pour 100 que nous aurons accordé à l'Angleterre ?" Le député de Brant (M. Heyd) est venu nous dire que ce tarif était déjà du domaine des faits accomplis et l'éjaculation de cette parole en français a failli lui briser la mâchoire. Or, à cette question, il est une réponse bien claire, et c'est celle-ci : Si l'on veut favoriser spécialement les marchandises anglaises, qu'on élève le tarif ordinaire à l'égard des autres pays, et que, en ce qui concerne le Canada et l'Angleterre, l'un par rapport à l'autre, qu'on le laisse assez élevé pour la protection du fabricant canadien ; de cette façon on favorisera spécialement les marchandises anglaises sans nuire à nos fabriques.

Le MINISTRE DE LA MARINE ET DES PECHERIES : Est-ce là votre politique ?

M. BERGERON : Ce n'est qu'une réponse à la question faite aux députés de la gauche cette après-midi.

Le MINISTRE DE LA MARINE ET DES PECHERIES : Est-ce que ce doit être là votre politique ?

M. BERGERON : Je ne parle pas au nom de l'opposition, mais quant à moi, j'ai pour principe de faire tout le possible pour la protection des fabriques, des classes ouvrières et agricoles de ce pays et m'est avis que le parti conservateur ne pense pas beaucoup autrement.

M. COCHRANE : Lorsque nous vous aurons chassés du pouvoir ce sera le moment pour nous de vous dire quelle est notre politique.

M. BERGERON : Qu'on veuille bien me permettre de faire en quelques mots l'histoire de ce tarif de faveur. Lors de sa visite en Angleterre, le premier ministre l'a offert au peuple anglais sans rien demander en échange, et sans doute, on l'a trouvé bien généreux, on a dû l'admirer même. Mais il a fait plus : son étonnement, excité par l'aspect des quais de Liverpool, s'est accru dans une énorme proportion lorsqu'il s'est trouvé sous le dôme de la cathédrale de Saint-Paul, et sous l'empire de cette impression extraordinaire, dans un mouvement d'éloquence à Londres, il s'est mis à offrir n'importe quoi. Voici ce qu'il a dit, à un dîner auquel l'avait convié lord Lansdowne :

Comme vient de le dire lord Lansdowne, il peut se faire qu'un jour l'empire soit en danger. De tout temps, l'Angleterre a prouvé qu'elle pouvait se défendre elle-même, mais si jamais elle se sentait menacée du moudre danger,

qu'elle
qu'elle
s'emp
possib

Le
mon

M.
glais,
avoir

Le
pas r

M.
rable
je su
faire
soit,
lalt j
gnie
qu'il

Le
PECU

M.
établi
minist
en sa
en ro
Angl

Au
diens,
Il m'a
à voi
rons
crois
que s
l'emp
troupe
mère
alors
proce

Mo
ce la

Il é
lui le
colon
offrir
en é
sa d
ce q
disco
certa
vue
octob

En
à la
la m
molu
offere
fié de
si di
rappe
trouv
Durh
diens
Voici